

Collectif NON au CADA à XXXXX

Le 15 septembre 2022, à l'Élysée, le président Macron présentait devant tous les préfets sa réforme dite « transition démographique ». En clair, il s'agit d'organiser l'arrivée massive de migrants dans nos campagnes à travers tout le pays.

Cette réforme qui va toucher des millions de français, n'était nullement annoncée dans le programme électoral du candidat Macron. Comment peut-il mettre en œuvre une mesure aussi importante sans même consulter les français ?

Mais il y a encore plus fort. Alors que cette réforme devait faire l'objet d'une Loi présentée au printemps au parlement, Macron n'attend même pas le débat et le vote de cette Loi. Il a ordonné à ses préfets de mettre en œuvre immédiatement sa réforme, ce que les préfets sont en train de faire.

Au passage, Macron nous montre tout le mépris qu'il a pour les citoyens de notre pays et même pour leurs élus, qu'il contourne sans état d'âme.

Le Maire de XXXXXX est complice de Macron

Le 9 février dernier, le conseil municipal a voté l'installation d'un CADA (Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile) dans notre commune.

L'association VILTAÏS, pro-migrants, va acheter (grâce aux subventions qu'elle touche ... nos impôts) une maison vendue par la mairie afin d'y loger 40 migrants venus d'Afrique.

Le Maire reprend le très mauvais exemple donné par Macron.

Ce projet n'était nullement dans dans son programme électoral. Comment peut-il prendre cette décision (vendre cette maison pour y mettre un CADA) qui aura inmanquablement de grandes conséquences sur la vie de la comme, sans demander l'avis de la population ?

La vente de la maison doit avoir lieu le 28 février prochain.

Des citoyens de la commune refusent la création de ce CADA et l'arrivée de ces migrants à XXXXX. Ils se sont constitués en Collectif afin de lutter contre ce projet immigrationniste qui va gravement perturber la vie de notre village.

Le Collectif exige du maire :

- Qu'il retire son projet qui n'était pas dans son programme électoral
- Ou sinon, qu'il organise une consultation de la population pour savoir si elle soutient ou pas son projet.

Nous appelons tous les citoyens de XXXXX et ses environs à soutenir notre action, en signant notre pétition et en rejoignant notre Collectif.

**XXXXXX doit rester XXXXX
La France doit rester la France**

Le Collectif

ne pas jeter sur la voie publique